

Solidaires en action N° 163

Le 29 avril 2019

Un 1^{er} mai dans une année de lutte

Le 1er mai est une journée de lutte internationale pour la justice sociale et de solidarité. C'est un symbole toujours vivant. Cette journée n'est pas « la fête du travail ». Ce n'est pas « juste un jour chômé ». Car il s'inscrit dans une histoire sociale : le 1er mai 1886, les travailleuses et travailleurs de Chicago et de tous les Etats-Unis se levaient pour réclamer plus de justice sociale, un temps de travail réduit, des conditions de travail décentes, bref une vie digne d'être vécue. La police leur répondait par les armes, tuant plusieurs dizaines de manifestant-es.

Ce jour est un moment de solidarité entre tous ceux et toutes celles qui luttent pour leurs droits : comme ces dernières semaines en Algérie, avec les enseignant-es polonais-es en grève depuis un mois, les travailleurs-euses du Brésil face à la dictature de Bolsonaro, en Turquie, en Palestine, en Hongrie, les travailleur-euses sans papiers ici en France qui veulent l'égalité des droits et être régularisé-es...

Ici en France, des mois de mobilisation

Les annonces fuitées de Macron, suite à un grand débat tronqué ne répondent pas à nos exigences de fond ni à celles qu'ont exprimées les Gilets jaunes :

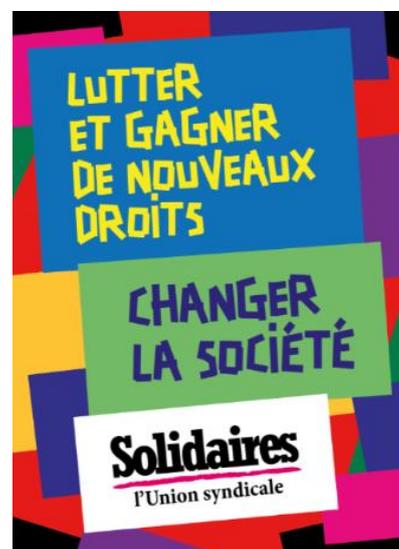
- ◆ Il préserve **une politique fiscale** au profit des grandes richesses et des grandes entreprises, ce qui conduit à une baisse des ressources pour la collectivité toute entière.
- ◆ Ses mesures en faveur du **pouvoir d'achat** n'ont touché qu'une partie des salarié-es et ne constituent pas une garantie durable parce que ce ne sont pas des **augmentations de salaires**. Nous ne mendions pas, nous voulons des salaires dignes pour une vie digne.
- ◆ Il continue l'**exploitation intensive des ressources** et contribue à détruire la planète tout en faisant croire à une politique « écologique » qui n'en a que le nom, malgré l'urgence climatique et les milliers de manifestant-es pour qui l'écologie est un enjeu de mobilisation internationale.
- ◆ Il parle de moratoire sur la suppression des hôpitaux et des écoles, mais pas de rétablir ce qui a été supprimé, ni de développer le tissu social que constituent des **services publics de proximité**.
- ◆ Ses projets de réforme s'attaquent à ce que sont nos droits, conquis de haute lutte : statut de la **fonction publique** et indépendance de ses missions vis-à-vis du secteur privé, réforme des **retraites** qui va légitimer une baisse des pensions, augmentation du **temps de travail**, droit à l'indemnisation quand on est au **chômage**...
- ◆ Il veut maintenir l'ordre social, briser la contestation et ne cesse de rogner les **libertés**. Il justifie l'utilisation d'armes qui blessent, mutilent et tuent en manifestation et dans les quartiers populaires. Sa répression est mise en cause par le Défenseur des droits et par des institutions internationales.

Cette politique qui se maintient en dépit de la colère populaire alimente encore le désarroi et pousse une partie de la population dans les bras de l'extrême droite, alors que cette dernière a toujours été l'ennemie des salarié-es. **Macron a beau jeu de se présenter comme rempart, ses mesures sont antisociales, sa politique migratoire est raciste.**

Se mobiliser plus, tous et toutes ensemble

Pour l'Union syndicale Solidaires, nous voulons faire de ce 1er mai une étape importante pour imposer une autre politique, basée sur la justice sociale, fiscale et écologique, pour l'égalité des droits, pour les libertés et contre les violences policières. Nous pensons que le syndicalisme doit se regrouper pour ces objectifs et nous appelons à manifester avec la CGT, FO et la FSU. Nous voulons aussi agir avec tous ceux et toutes celles qui les partagent, c'est ce que nous avons fait en manifestant avec les Gilets jaunes.

Retrouvons-nous le 1er mai pour montrer notre détermination, notre volonté de construire une société qui ne soit pas celle de la loi du fric. Un monde solidaire, qui ne s'arrête pas à nos frontières !



Solidaires en action : aussi sur Facebook

Une page Facebook Solidaires en action vient d'être lancée : <https://www.facebook.com/SolidairesAction>

L'objectif est de recenser les publications des luttes des structures de Solidaires pour avoir une vue plus globale rapidement d'une partie de notre action syndicale. N'hésitez pas à vous abonner si vous êtes sur Facebook, à relayer cette page, à y poster vos luttes et à faire tourner l'adresse dans vos structures !

Fonction publique : grève et manifestations le 9 mai

Les organisations syndicales CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FAFP, FO, FSU, Solidaires, et UNSA de la Fonction publique affirment de nouveau leur attachement aux **valeurs du service public et à une Fonction publique au service de toutes et tous**, porteuse de l'intérêt général.

Depuis de nombreux mois, en dépit de leurs revendications et propositions, elles constatent que **le pouvoir exécutif poursuit une politique contraire aux intérêts de la population, néfaste pour les missions publiques et pour les agent-es**. Le gouvernement pratique le double langage en prônant la modernisation de la Fonction publique et le respect des agent-es public-que-s, alors même qu'il ne revalorise pas leur rémunération, qu'il supprime des postes, engendrant une forte dégradation des conditions de travail, et veut affaiblir leurs droits et garanties.

Après des communiqués unitaires, après des délais de consultations des instances supérieures de la Fonction publique peu respectueuses d'un « dialogue social de qualité », après que toutes les organisations représentatives de la Fonction publique aient donné un avis défavorable au projet de loi dit de transformation de la fonction publique, les organisations syndicales CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FAFP, FO, FSU, Solidaires, et UNSA réaffirment leur volonté de mettre en œuvre un **processus de mobilisation inscrit dans la durée**.



Pour dire non au projet de loi de transformation de la fonction publique et pour obtenir du gouvernement qu'il ouvre enfin des négociations sur de nouvelles bases, elles appellent d'ores et déjà toutes et tous les agent-es de la Fonction publique à **se mettre en grève et à manifester le jeudi 9 mai prochain**, étape forte du processus de mobilisation.

Education nationale : intensifier la mobilisation

Depuis des semaines la mobilisation prend de l'ampleur dans l'éducation : **grèves reconductibles, actions (blocages, écoles mortes etc.), manifestations...** Les personnels de l'éducation n'en peuvent plus du mépris dans lequel ils et elles sont tenu-e-s depuis des années.

Le projet de loi Blanquer constitue un élément de cristallisation de la colère des personnels, car les réformes libérales et réactionnaires se succèdent : parcoursup, réforme du bac et des lycées. Dans son projet, le ministre essaie pêle-mêle : de museler les enseignant-e-s, de subventionner le secteur privé à hauteur de dizaines de millions avec l'instruction obligatoire en maternelle, de faire passer les écoles sous la tutelle des collèges, et d'attaquer encore le statut à travers le recrutement d'assistant-e-s d'éducation pour des tâches d'enseignement.

SUD éducation soutient les décisions des Assemblées Générales et appelle à intensifier la mobilisation. Chacun-e sait que pour l'emporter sur nos revendications, une journée isolée ne suffira pas : face au gouvernement, il s'agit d'amplifier le rapport de force.

SUD éducation appelle ainsi à :

- **mettre en débat la grève et sa reconduction** sur nos lieux de travail, dans toutes les écoles et les établissements, les AG locales, articulées avec le mouvement social ;
- **construire d'ores et déjà la grève des examens**.

11 mai : Ripostons à l'autoritarisme

Solidaires organise, avec le Comité Adama Traoré, ATTAC, Front de Mères, Collectif « Tous Migrants », Désarmons Les !, Confédération Paysanne, Réseau « Sortir du Nucléaire », des participant-es à la lutte de Bure, une rencontre nationale contre la criminalisation des luttes.

Quartiers populaires, luttes migratoires, lycéen-nes, syndicalistes, étudiant-es, Gilets jaunes, territoires en lutte, mouvement écologistes, luttes paysannes, lanceur-euses d'alertes, média indépendants, **nous refusons de jouer le jeu de la division entretenu par un climat de guerre intérieure où des « intellectuels » vont jusqu'à appeler les policiers à se servir de leurs armes. Nous ne voulons plus laisser personne derrière, isolé-e face à la répression policière et judiciaire.**

Pour faire barrage à ce régime liberticide, nous appelons à la constitution d'un large front commun contre l'autoritarisme et la criminalisation de la contestation, une alliance inédite de luttes de base et d'organisations plus larges. Dans cette perspective, nous appelons à la rencontre nationale "Ripostons à l'autoritarisme !" le samedi 11 mai à Paris de 9h30 à 17h30, à la Bourse du Travail, salle Hénaff.

Assurance chômage : amplifions les actions !

Le 28 mars, 2ème journée nationale d'action coordonnée, les banderoles ont été déployées :

- ◆ contre le décret du 30 décembre 2018 aggravant les contrôles, les sanctions et les radiations des chômeurs-ses
- ◆ pour le droit au chômage pour tous-tes, contre la destruction de l'assurance chômage qui va s'aggraver par décrets cet été.

Des militant-es de SUD Culture Solidaires (et notamment des intermittent-es) étaient là :

◆ **À Auch (Gers) « contrôle des exilés fiscaux pas des chômeurs-es »** : le hall d'accueil de Pôle emploi a été occupé. L'agence a été entièrement recouverte de bandeaux avec de nombreux slogans.

◆ **À Noisy-le-grand (IdF) « Non aux contrôles et sanctions. Pas d'économies sur le dos des chômeurs-es et précaires »** le Comité d'Établissement régional de Pôle emploi a été interrompu.

Prises de paroles, distribution de tracts, mais aussi slogans et chants qui s'affinent à mesure des actions communes.

◆ **À Toulouse « Séparation du Medef et de L'État »**

Depuis plus d'un mois, une occupation par semaine : 4 agences et une boîte de sous-traitance TINGARI ex-INGEUS, qui est payée très cher par Pôle Emploi pour soi-disant retrouver du travail aux chômeurs-es.

Alors le 28 mars, le Pôle emploi ciblé avait été fermé. Toutefois la devanture a été redécorée de nos nombreuses revendications printanières. Des discussions avec les chômeurs-es sur les déboires et la détresse qu'ils et elles subissent ont eu lieu devant l'agence une bonne partie de la matinée.

Ces actions, et bien d'autres, mobilisent des associations de chômeurs-es, des syndicats de Pôle emploi, des CIP, des gilets jaunes - à Toulouse aussi Act'Up et le DAL et bien sûr Solidaires et ses syndicats dont SUD Culture Solidaires et SUD Emploi.

Nous appelons à un regroupement plus large : cette bataille concerne l'ensemble des travailleurs-es ! **Défendons le droit au chômage, le droit de faire son travail d'agent-e du service public, le droit de choisir son emploi !**

[Plus d'infos](#) sur l'espace de SUD Culture et Médias Solidaires.



Restauration ferroviaire : non au changement de convention

Dimanche 7 avril 2019, le journal officiel a publié un avis sur la **fusion des conventions collectives** concernant notamment celle de la restauration ferroviaire. Par cet avis, le ministère envisage de rattacher cette CCN à la Convention collective nationale du personnel des entreprises de restauration de collectivité... qui comme toutes les CCN de restauration est « au raz des pâquerettes ».

Les organisations syndicales avaient 15 jours pour faire connaître leurs observations et avis sur cette fusion. Le 25 avril se tenait la réunion de la sous-commission de la restructuration des branches professionnelles qui devait confirmer, ou non, cette décision. En cas de désaccord, ce sera au ministère de trancher. Connaissant le côté réactionnaire du gouvernement, nous ne pouvons que nous inquiéter. Nous n'avons plus le choix. Seule une très forte mobilisation de l'ensemble de la profession pourra **éviter la transformation de nos métiers en jobs d'étudiant-es**.

Les organisations syndicales CGT, SUD-Rail, FO et CFDT avaient donc appelé à une **grève générale les 24 et 25 avril**, qui fut particulièrement bien suivie, et à un **rassemblement devant la Direction générale du travail** qui a réuni plusieurs centaines de salarié-es du secteur, démontrant la détermination des personnels à refuser le dumping social.

18 mai : Forum syndical antiraciste

Le 18 mai se tiendra un forum syndical antiraciste à l'appel de militant-es de la CGT, FSU, Solidaires et d'autres organisations syndicales, à la bourse du travail de Paris. Cette initiative fait suite aux appels de syndicalistes qui avaient soutenus les marches de la dignité et de Rosa Parks.

La journée commencera par une intervention des grévistes de Park Hyatt, et se poursuivra par une plénière sur « **le racisme au travail aujourd'hui : causes et conséquences** ». L'après-midi, 3 ateliers traiteront de « **quelles revendications et actions antiracistes au travail ?** », « **quelle auto-organisation des racisé-es au travail ?** » et de « **quelles luttes des travailleur-euses sans papiers ?** », suivis d'un débat qui abordera la question de « **quels liens et combats communs entre syndicats et organisation de l'antiracisme** » ?

Toutes les informations sont [sur le site dédié](http://www.forumsyndicalantiraciste.org) (www.forumsyndicalantiraciste).org

Congés bonifiés : nous refusons une réforme injuste

Le 28 mars, 1500 originaires des DOM l'ont crié devant Bercy : « **la réforme des congés bonifiés, c'est non !** »

Du jamais vu depuis longtemps, y compris du point de vue de l'unité syndicale avec de nombreuses banderoles de la CGT, FO et Solidaires !

Solidaires a diffusé de larges extraits d'une note interne ministérielle qui projette de supprimer bonification et surrémunération tout en étudiant la faisabilité de cesser la réservation des billets par les administrations. Symbole du pouvoir actuel, les représentant-es syndicaux ont trouvé porte close quand ils/elles ont demandé à être reçu-es !

Nous exigeons l'abandon de la réforme, l'extension des droits aux dizaines de milliers d'auxiliaires et contractuel-les et aux générations nées en métropole et enfin que la nécessité absolue d'un développement économique et social en phase avec l'élévation du niveau éducatif en outre-mer.

Solidaires sera de tous les rendez-vous pour imposer le retrait de cette réforme, et notamment pour la manifestation prévue sur ce sujet le 9 mai au matin.

Caisse d'Epargne Bretagne Pays de Loire : mobilisation

Derrière les euphémismes « **regroupement** » et « **ouverture digitale d'agences** », la Caisse d'Epargne Bretagne Pays de Loire (CEBPL) déploie sa discrète stratégie de suppression de plus de 650 postes (20% des effectifs) et la fermeture d'au moins 43 agences (10%). Après avoir perçu 5,3 M€ au titre du CICE en 2017 et au moins autant en 2018, et malgré un coquet résultat annuel net de plus de 100 M€ ces dernières années, comment la CEBPL se justifie-t-elle ? Le CICE qui a servi à financer un siège flambant neuf et à déployer la digitalisation va **mettre sur le carreau des centaines de salarié-es et dégrader le service client** grâce aux impôts des contribuables.

L'établissement bancaire invoque l'évolution du comportement des client-es, après avoir fortement encouragé la relation distancée. L'autre argument avancé est l'attrition forte de la pyramide des âges. Pourtant les départs en retraite non remplacés ne représenteront que 250 emplois. En réalité, avec le deuxième turnover de Caisses d'Epargne (8,5 % en 2017 pour les CDI), il lui suffira tout simplement de ne pas remplacer ces départs...La **stratégie d'essorage du réseau bancaire** s'inscrit dans une logique de baisse de structure de charges et masque en réalité une soif financière inextinguible. Le Groupe BPCE adresse ainsi un signal fort aux marchés boursiers toujours très friands de rationalisations déshumanisantes déjà à l'œuvre dans l'organisation du travail depuis plusieurs années.

Les Caisses d'Epargne ont d'ailleurs fait l'objet d'une tribune à l'Assemblée Nationale illustrant comment les **conditions de travail très dégradées** conduisent à l'**épuisement professionnel**. Pour sa part, localement la CEBPL sort d'une expertise pour risque grave et imminent. On peut craindre que celles et ceux dont les emplois seront préservés connaîtront des heures difficiles... En intersyndicale, SUD-Solidaires, SU-UNSA et CGT, appelaient à une grève régionale le mercredi 27 mars 2019.

Cénon (33) : festival contre le racisme et les stéréotypes

Solidaires 33 vous propose le **samedi 11 mai** une journée d'ateliers-débats ponctuée par du théâtre et des concerts pour évoquer ensemble la lutte contre le racisme et les stéréotypes.

Ateliers, débats, théâtre et concerts sont au programme de cette **journée de solidarité** dédiée à la lutte contre toutes les formes de discrimination.

Côté théâtre, HK et sa troupe content et chantent l'histoire d'Elsa et de Mohamed, pris dans les attentats du 13 novembre 2015. Une histoire d'amour en dépit des blessures, des tragédies migratoires et des déchirements.

Après les mots viendront les notes avec :

♦ La chorale **Le Cri du Peuple**, le collectif bordelais sans dieu ni maître qui nous émerveillera avec ses chants de lutte contre toute forme d'oppressions.

♦ Trois concerts à haut potentiel festif ! Le groupe bordelais **RESAKA SONORA** fera résonner son ska rock alternatif, avant de laisser la place à **LOS TRES PUNTOS** et son équipage de vieux loups de mer assoiffés de ska punk. Une entrée en matière parfaitement insolente, avant la folie du collectif lillois-chilien **SIDI WACHO**, emmené par Saidou et Jeffroy, du Ministère des Affaires Populaires (MAP) !



Retrouvez les matériels liés à l'actualité et aux luttes des structures Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : <http://www.solidaires.org/-Mobilisations-et-actualites->